

DEFINITION ET DELIMITATION
DES ZONES D'ACCELERATION DES
ENERGIES RENOUVELABLES
(ZAENR)
SUR LA COMMUNE DE CAMPAGNAC

2ème CONCERTATION PREALABLE

Décembre 2024

PREAMBULE

Afin d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables et renforcer l'acceptabilité des projets dans les territoires, la loi d'accélération de la production des énergies renouvelables (dite loi « APER ») fait de la planification territoriale une disposition majeure, en remettant les communes au cœur du dispositif.

Promulguée en mars 2023, cette loi fait de la planification territoriale des énergies renouvelables une priorité. Pour cela, elle réaffirme le rôle crucial des collectivités territoriales et des élus locaux en termes d'aménagement du territoire en leur donnant de nouveaux leviers d'action.

Très concrètement, elle prévoit que les communes puissent définir, après concertation publique, des « zones d'accélération » (ZAENR) favorables à l'accueil des projets d'énergies renouvelables (Article L1411-5-3 du code de l'énergie).

Le décret n°2024-318 du 8 avril 2024, publié le 9 avril au Journal officiel, établit un cadre juridique précis pour le développement de l'agrivoltaïsme en France. Il précise les conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur les terrains agricoles, naturels et forestiers. Pris en application de la loi APER, il confirme un changement de paradigme essentiel : pour être autorisé, tout projet de solaire sur terrain réservé à l'agriculture doit être pensé comme un projet agricole.

Ces zones d'accélération peuvent ainsi concerner toutes les énergies renouvelables : le photovoltaïque, le solaire thermique, l'éolien, le biogaz, la géothermie, etc.

La loi ne précise pas les modalités de concertation publique.

Il appartient donc au Conseil Municipal de délibérer sur les objectifs et les modalités d'organisation de la concertation publique.

Le présent document s'inscrit dans le cadre d'une seconde concertation publique.

Il permet d'informer le public sur les caractéristiques et attendus de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER), et enfin présenter et expliciter les choix des « zones d'accélération » (ZAENR) favorables à l'accueil des projets d'énergies renouvelables sur le territoire communal et recueillir les avis.

Une première concertation a eu lieu en fin d'année 2023 pour définir une zone propice à l'accueil de photovoltaïque sur la zone artificialisée des Rebels et l'implantation d'ombrières sur l'actuel site de co-voiturage.

Le but de cette seconde concertation est de favoriser l'indépendance énergétique de la commune et ainsi contribuer à une baisse des gaz à effet de serre.

Cela passe par :

- une production accrue d'électricité issue d'ENR ;
- la suppression progressive de l'utilisation massive d'énergie fossile d'abord dans son utilisation comme mode de chauffage (fioul) mais aussi par le basculement vers des modes de déplacements électriques et non plus thermiques.

PARTIE 1 :
INFORMER LE PUBLIC SUR LES CARACTERISTIQUES ET
ATTENDUS DE LA LOI DU 10 MARS 2023 RELATIVE A
L'ACCELERATION DE LA PRODUCTION D'ENERGIES
RENOUVELABLES (APER),

CHAPITRE 1 : LA LOI DU 10 MARS 2023 RELATIVE A L'ACCELERATION DE LA PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES

1- CONTEXTE.

L'article L. 100-1 du Code de l'énergie expose les finalités de la politique énergétique française, qui sont en particulier de :

- favoriser l'émergence d'une économie compétitive et riche en emplois grâce à la mobilisation de toutes les filières industrielles, notamment celles de la croissance verte
- assurer la sécurité d'approvisionnement et réduire la dépendance aux importations
- maintenir un prix de l'énergie compétitif et attractif au plan international et permettre de maîtriser les dépenses en énergie des consommateurs
- préserver la santé humaine et l'environnement, en particulier en luttant contre l'aggravation de l'effet de serre et contre les risques industriels majeurs
- garantir la cohésion sociale et territoriale en assurant un droit d'accès à tous les ménages à l'énergie sans coût excessif au regard de leurs ressources.

La production d'énergies renouvelables constitue ainsi l'un des piliers de la politique énergétique française, avec pour objectif de porter leur part dans la consommation finale brute d'énergie à au moins 33 % en 2030 (article L.100-4 du Code de l'énergie). Cet objectif doit être mis en regard d'une importante diminution attendue de la consommation d'énergie finale.

Les énergies renouvelables devront représenter en 2030 au moins 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur et 10 % de la consommation de gaz.

En 2021, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie s'élevait en France à 19,3 %.

Compte-tenu des délais nécessaires à la mise en service de nouveaux moyens de production, le rythme de développement des énergies renouvelables doit s'accroître.

Si l'éolien en mer contribuera à massifier la production électrique renouvelable, un développement de l'ensemble des moyens de production renouvelable terrestres n'en demeure pas moins indispensable.

La diversification du mix énergétique doit permettre d'apporter une réponse aux besoins de chaleur d'une part et à l'intensification des usages électriques d'autre part, en cohérence avec les ressources et contraintes des territoires et en conciliation des différents enjeux de sécurité, protection de l'environnement et du cadre de vie.

Les territoires sont au cœur de la production d'énergie et doivent se partager l'effort de production national.

2-CADRE REGLEMENTAIRE DES ZONES D'ACCELERATION.

L'article 15 de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables introduit la création, dans chaque commune française, de zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, et en définit le cadre.

Les dispositions associées à ce nouveau dispositif sont codifiées à l'article L.141-5-3 du Code de l'énergie.

L'identification des zones d'accélération est renouvelée par période de cinq ans, dans le prolongement des orientations données par la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) révisée.

2.1 A quoi servent les zones d'accélération ?

Les zones d'accélération doivent soutenir l'implantation des installations d'énergie renouvelable :

- en affichant la responsabilité de chaque territoire dans l'atteinte de l'objectif national de production d'énergies renouvelables.
- en identifiant un potentiel de développement de nature à contribuer à la nécessaire accélération de cette production, tout en tenant compte des caractéristiques propres au territoire.
- en donnant un signal à destination des acteurs économiques et des habitants sur la nécessaire contribution du territoire, son implication et les zones les plus adaptées au développement de projet.
- en organisant le débat local sur l'intégration territoriale des énergies renouvelables.
- en orientant le développement via une planification territoriale opérationnelle traduite au sein du document d'urbanisme afin d'éviter le développement erratique.

A retenir : Ces zones témoignent de la volonté politique des communes mais ne sont pas des zones exclusives. Des projets peuvent donc être autorisés en dehors de ces zones. Quoi qu'il en soit, l'autorisation d'un projet reste soumise à une instruction qui étudiera au cas par cas la bonne prise en compte des différents enjeux identifiés.

A contrario, les projets présentés au sein des zones d'accélération ne revêtent pas un caractère d'automaticité. Ils feront l'objet d'une instruction dans le même cadre que tout autre projet.

L'affichage d'un zonage permet à la commune de prendre part à l'organisation du développement des énergies renouvelables sur son territoire.

2.2 Quels principes encadrent la définition des zones d'accélération ?

La définition des zones d'accélération devra répondre aux principes suivants :

- présenter un potentiel permettant d'accélérer la production d'énergies renouvelables sur le territoire concerné pour atteindre, à terme, les objectifs nationaux.

(1 : au sens de l'article L211-2 du code de l'énergie, une énergie renouvelable est une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, l'énergie solaire thermique ou photovoltaïque, l'énergie géothermique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice ou osmotique et les autres énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz.)

- contribuer à la solidarité entre les territoires et à la sécurisation de l'approvisionnement du pays ;
- prévenir et maîtriser les dangers ou les inconvénients qui résulteraient de l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables pour les intérêts de protection de l'environnement tels que mentionnés aux art. L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- être définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'énergies renouvelables déjà installée ;
- à l'exception des procédés de production en toiture, ne pas être comprises dans les parcs nationaux et les réserves naturelles ni, lorsqu'elles concernent le déploiement d'installations utilisant l'énergie mécanique du vent, dans les sites classés dans la catégorie de zone de protection spéciale ou de zone spéciale de conservation des chiroptères au sein du réseau Natura 2000 ;
- être identifiées en tenant compte de l'inventaire relatif aux zones d'activité économique prévu à l'article L. 318-8-2 du code de l'urbanisme afin de valoriser les zones d'activité économique présentant un potentiel pour le développement des énergies renouvelables.

2.3 Qui les met en place ?

Les zones d'accélération identifiées par les communes sont arrêtées par le référent préfectoral de l'État, à l'échelle départementale (Madame la Sous-Préfète pour l'Aveyron), au terme d'un processus décrit au paragraphe suivant.

Chaque territoire pourra postérieurement intégrer ce nouveau zonage au document d'urbanisme, par procédure de modification simplifiée :

- au sein du document d'orientation et d'objectifs du SCOT, lorsqu'il existe
- à défaut, au sein des orientations d'aménagement et de programmation du PLUI en cours d'élaboration.

2.4 Quel est le processus d'élaboration ?

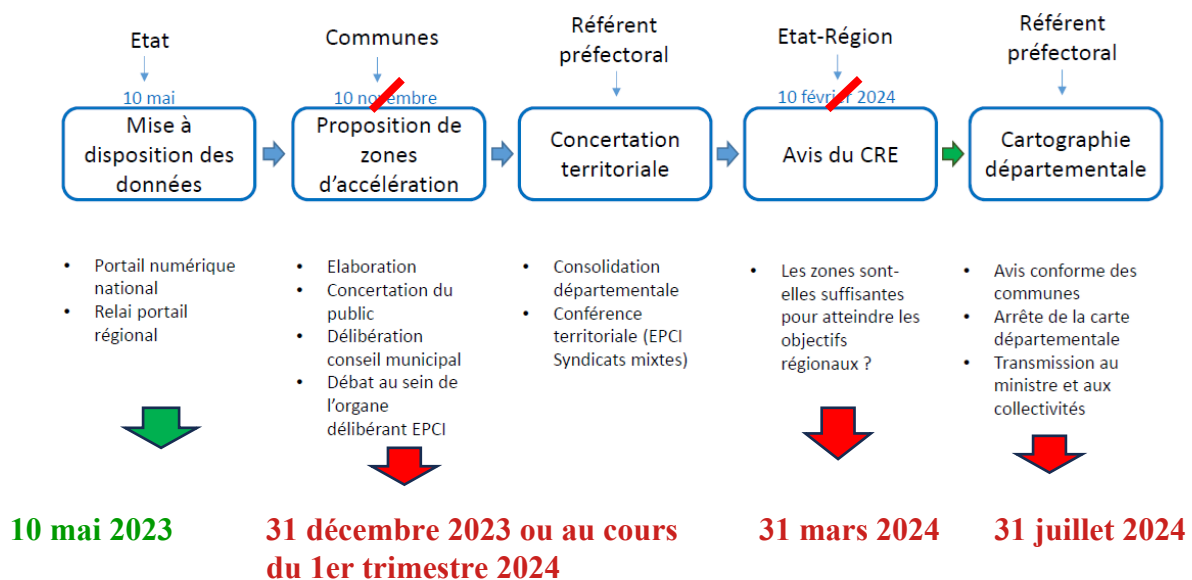
A compter de la mise à disposition par l'État des données et informations disponibles, chaque commune dispose de 6 mois (**soit jusqu'au 31 décembre 2023**) pour définir les zones d'accélération sur son territoire **après concertation du public selon des modalités qu'elle détermine librement. Il est possible de proroger cette durée pour définir ces zones au fil de l'année 2024.**

Les EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale) devront, dans ce même délai débattre sur la cohérence des zones ainsi identifiées avec le projet du territoire.

Les zones d'accélération ainsi constituées doivent être arrêtées par délibération du conseil municipal et transmises au référent préfectoral unique de son département ainsi qu'à l'établissement public de coopération intercommunale dont elles sont membres.

S'ensuivra un processus de validation de ces propositions, qui conclura à l'atteinte ou non des objectifs à l'échelle régionale, à l'issue de trois mois d'analyse du comité régional de l'énergie.

Le déroulement complet du processus est schématisé ci-dessous pour l'année 2023.



Cette concertation peut être aussi menée au fil de l'eau **pour l'année 2024** pour tenir compte des derniers éléments réglementaires connus.

Enfin, il est rappelé que, dans les périmètres des aires protégées (article L. 110-4 du code de l'environnement), l'identification des zones d'accélération se fait après avis du gestionnaire.

Lorsque les communes sont intégrées en totalité ou partiellement dans le périmètre de classement d'un parc naturel régional, l'identification des zones d'accélération est réalisée en concertation avec le syndicat mixte gestionnaire du PNRGC pour ce qui concerne les zones situées en son sein.

2.5 Quelles sont les implications associées à la mise en place d'une zone d'accélération ?

Une fois arrêtées, les zones d'accélération pourront avoir plusieurs effets :

- Accélérer certains délais de procédure pour l'instruction des projets (article 7 de la loi d'accélération traduit au code de l'environnement).

- Permettre aux projets développés dans leur périmètre de bénéficier de mécanismes financiers plus favorables (dispositif incitatif encourageant les développeurs à se diriger préférentiellement vers ces terrains), au travers de bonus dans les appels d'offres ou de modulations tarifaires. (*article 17 de la loi d'accélération traduit au code de l'énergie*).

Par ailleurs, pour les projets se développant hors de ces zones, un comité de projet sera obligatoire. Ce comité inclut les différentes parties prenantes concernées par le projet, notamment les communes et les EPCI dont elles sont membres, ainsi que les représentants des communes limitrophes. Un décret viendra préciser les seuils de puissance considérés pour l'application de cette obligation. (*Article 16 de la loi d'accélération traduit au code de l'énergie*).

La définition de secteurs d'exclusion d'implantation d'installations de production d'EnR ne pourra être portée au sein des documents d'urbanisme qu'à la condition que l'avis du Comité régional de l'énergie ait conclu au caractère suffisant des zones considérées. (article 16 de la loi d'accélération, traduit au code de l'urbanisme)

CHAPITRE 2 : MOYENS ET METHODE POUR L'IDENTIFICATION DES ZONES D'ACCELERATION D'ENERGIES RENOUVELABLES

1- OUTILS ET DONNEES A L'APPUI DES TRAVAUX D'ELABORATION DES ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES (ZAENR).

Un guide pour les élus.

Le Ministère met à disposition des élus locaux un guide de planification des énergies renouvelables qui présente le principe des zones d'accélération, précise le calendrier et recense l'ensemble des outils nationaux qui faciliteront les démarches des élus.

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide_Elus_JUI2023_Planification_energies_renouvelables.pdf

Mise en place du portail EnR d'information national

Pour accompagner les communes dans la définition des zones d'accélération sur leur territoire, l'État et les gestionnaires des réseaux publics d'électricité et de gaz mettent à la disposition des communes et des autres collectivités territoriales, les informations disponibles relatives au potentiel d'implantation des énergies renouvelables.

Ces informations portent sur :

- les potentiels énergétiques, renouvelables et de récupération mobilisable sur le territoire;
- la part déjà prise par chaque établissement public de coopération intercommunale dans le déploiement des énergies renouvelables ;

- les capacités d'accueil existantes et les capacités planifiées des réseaux publics d'électricité et de gaz naturel sur le territoire.

Un portail EnR d'information national a été ouvert depuis le 10 mai 2023.

Ce portail cartographique des ENR sera amené à évoluer par étapes jusqu'à la fin de l'année, tant sur les fonctionnalités de l'outil, que sur les informations sous format cartographique disponibles.

Le lien vers ce portail est disponible ci- dessous à l'item :

<https://macarte.ign.fr/carte/W3Cf8x/Portail-Cartographique-EnR>

Le porter à connaissance confectionné par les Services de l'Etat en Aveyron (disponible sur le site de la Préfecture de l'Aveyron : www.aveyron.gouv.fr/index.php/Actions-de-l-Etat/Transition-Ecologique-et-Energetique/Developpement-Energies-Renouvelables/Energies-renouvelables).

En juin 2023, La Préfecture de l'Aveyron a transmis à la commune ce porter à connaissance relatif à l'accélération des énergies renouvelables. Ces documents sont disponibles sur le site de la Préfecture de l'Aveyron. Il contient :

- Les actes de l'atelier de la grande concertation sur les ENR menée le 23/03/2023
- Les enjeux de l'énergie et la situation des EnR
- Le projet de guide de bonnes pratiques en faveur du développement de l'éolien dans le département de l'Aveyron
- Le projet de guide de bonnes pratiques en faveur du développement du photovoltaïque (centrales au sol ou agrivoltaïsme) dans le département de l'Aveyron

Les chiffres clés de l'énergie et des gaz à effet de serre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (Edition 2023 / Données 2021-2022)

La publication des chiffres clés de l'énergie et des gaz à effet de serre en Occitanie, Édition 2023 est la treizième édition des données produites par l'Observatoire Régional du Climat et de l'Énergie d'Occitanie et la cinquième édition à l'échelle de la région Occitanie.

Ce document dresse un état des lieux de la situation énergétique et climatique régionale en matière de consommation d'énergie finale, de production d'énergie renouvelable, d'émissions de gaz à effet de serre ainsi que des évolutions constatées et futures du climat Les observations sont mises en perspective avec les objectifs établis dans le cadre de la démarche Région à Énergie Positive.

L'intégralité de cette étude est disponible en annexe.

Le portrait énergétique des territoires - Energie vue d'ensemble du territoire - PictOstat

Ce document statistique reprend la zone d'étude de Campagnac (strate commune), comparée avec l'Occitanie (strate région).



PictOstat est l'outil de cartographie statistique, parmi les différents outils proposés sur le site PictOccitanie ; il est dédié à la représentation géographique des données statistiques. Picto signifie "portail interministériel de la connaissance du territoire en Occitanie". Il est le fruit de Géo-Occitanie qui est la démarche interministérielle de mise en commun de ressources sur un large éventail de thématiques pour la Région Occitanie.

Le « Bilan de mon territoire » par ENEDIS

Enedis a développé un outil d'aide à la décision, le « bilan de mon territoire ». Il propose deux fonctionnalités :

« Le portrait de mon territoire » qui présente la consommation et la production d'électricité d'un territoire par secteur d'activité et filière de production (solaire, éolienne, etc.). Il affiche également l'évolution de ces données. Ce portrait a vocation à s'élargir pour intégrer d'autres données concernant les autres énergies du territoire (gaz naturel, réseaux de chaleur, etc.).

« Le comparateur de territoires » qui permet de mettre en regard ces données avec celles d'autres territoires.

Ce service s'adresse particulièrement aux collectivités locales qui souhaitent établir un bilan de la production et de la consommation d'électricité, ou assurer un suivi de leurs politiques de transition écologique.

Les fiches des différents types d' EnR émises par l' ADEME.

L'ADEME a produit des fiches ressources pour les collectivités sur chacune de ces énergies renouvelables et qui sont annexées au présent dossier.

<https://librairie.ademe.fr/energies-renouvelables-reseaux-et-stockage/6363-energies-renouvelables-reussir-la-transition-energetique-de-mon-territoire-9791029721779.html>

2- LA DIVERSITE DES ENERGIES RENOUVELABLES A DEVELOPPER

Les énergies renouvelables (EnR) sont alimentées par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, les chutes d'eau, les marées... Elles permettent de produire de l'électricité, de la chaleur, du froid, du gaz, du carburant, du combustible. Ces sources d'énergie, considérées comme inépuisables à l'échelle du temps humain, n'engendrent pas ou peu de déchets ou d'émissions polluantes. Elles se distinguent des énergies fossiles, polluantes et dont les stocks diminuent. Enfin, les EnR sont plus résilientes, notamment en cas de crise.

Pour chaque énergie renouvelable mentionnées, il convient de prendre connaissance du PAC transmis en mai 2023 et des fiches descriptives fournies par l' ADEME.

De manière non-exhaustive, les énergies renouvelables visées par les zones d'accélération sont :

- Le solaire photovoltaïque (en toiture, au sol, sur ombrière et parking, voire flottant),
- L'éolien terrestre,
- La géothermie de surface et la géothermie profonde,
- La méthanisation,
- Le bois-énergie,
- Les réseaux de chaleur.

L'importance des énergies renouvelables

- **Pour le climat**

Les énergies renouvelables permettent de réduire nos émissions de gaz à effet de serre pour répondre à l'urgence climatique. La France se donne pour objectif d'atteindre 40 % d'énergie renouvelable dans son mix énergétique (répartition des différentes sources d'énergie consommée) d'ici 2030, contre 20 % actuellement.

- **Pour la santé**

La transformation de notre production énergétique aura des effets sanitaires. Elle permettra en effet de diminuer la pollution de l'air responsable de 48 000 décès prématurés en France chaque année. Contrairement aux énergies fossiles, dont la combustion libère des particules fines et de l'ozone fortement nocifs, les filières comme l'éolien, le solaire ou l'hydraulique n'émettent pas de polluants.

- **Pour notre économie**

En 2028, les énergies renouvelables représenteront 21 milliards d'euros de valeur ajoutée brute en France, soit 10 % de la valeur ajoutée créée actuellement par le secteur industriel. Plus les énergies renouvelables se développent, plus leur prix baisse. Autrement dit, plus elles sont compétitives, plus elles fournissent une énergie bon marché et plus les investissements permettent d'en développer. C'est un secteur d'activité complet en pleine structuration. Les entreprises françaises peuvent se positionner sur des métiers variés : fabrication, installation, pilotage et entretien des équipements, mais aussi services innovants, comme la prévision de la production d'énergie.

- **Pour notre indépendance**

Les énergies renouvelables jouent un rôle important dans la maîtrise à long terme de la facture énergétique de la France. Elles permettent de relocaliser notre production d'énergie, en produisant et valorisant les ressources locales plutôt que d'importer des énergies fossiles dont la volatilité des cours est une source de tensions. Aujourd'hui, la France importe 98,5 % de son pétrole, 98 % de son gaz naturel, 100 % de son charbon et 100 % de l'uranium. Grâce au développement des énergies renouvelables, le déficit de la balance commerciale lié aux importations d'énergie pourrait être réduit de 60 % en 2035. Cette relocalisation de la production d'énergie doit également s'accompagner d'une relocalisation des outils de production, afin de ne pas remplacer la dépendance envers les énergies fossiles par une dépendance envers des matériaux critiques.

- **Pour les citoyens**

Les énergies renouvelables valorisent les ressources des territoires et génèrent de l'activité avec, à la clé, des emplois locaux et non délocalisables et des moyens peu coûteux pour s'approvisionner en énergie. Les EnR représenteront 236 000 emplois directs et indirects en 2028. De plus, les citoyens peuvent co-construire le nouveau modèle énergétique en produisant eux-mêmes leur énergie ou en investissant dans des projets à proximité dont ils peuvent devenir les actionnaires dans le cadre d'un financement participatif.

- **Pour les collectivités**

Les territoires sont très largement bénéficiaires du développement des énergies renouvelables. Les retombées fiscales des énergies renouvelables vers les collectivités locales sont estimées à 1 milliard d'euros en 2019, et à 1,6 milliard d'euros en 2028. Près d'un tiers de ces retombées bénéficient directement aux communes et intercommunalités.

Outre les retombées fiscales directes, la création d'emplois par les énergies renouvelables est une réalité : ce secteur emploie désormais plus de 86 000 personnes.

L'ensemble des régions bénéficie et va continuer de bénéficier du développement des énergies renouvelables avec la création d'emplois non délocalisables et d'une grande diversité : ingénierie, construction, exploitation et maintenance des infrastructures, approvisionnement en bois-énergie... Les

soutiens publics apportés par l'État pour soutenir le développement des EnR contribue à la création d'emplois directs.

Les énergies renouvelables contribuent au chiffre d'affaires du secteur agricole pour plus de 1,3 milliards d'euros par an, soit 2 % du chiffre d'affaires du secteur agricole.

Les collectivités et territoires engagés dans une démarche de développement des énergies renouvelables se réapproprient les questions d'énergie et mettent en œuvre des solutions concrètes bénéfiques pour l'emploi, le lien social et la protection de leur environnement.

PARTIE 2 :

**LES ZONES D'ACCELERATION D'ENERGIES
RENOUVELABLES RETENUES PAR LA COMMUNE DE
CAMPAGNAC.**

AVANT-PROPOS

La commune a souhaité préciser les zones d'accélération d'énergies renouvelables délimitables lors d'une première concertation lancée en fin d'année 2023.

Ces zones par définition "extensibles" pouvaient ainsi faire l'objet de modifications notamment au regard des décrets devant être publiés et des observations reçues durant la concertation publique.

Il s'agit donc aujourd'hui de délimiter la future zone d'implantation d'un parc agrivoltaïque compte tenu des précisions apportées par le décret du 8 avril 2024 mais aussi par la consolidation du projet par le bureau RENNERS.

Ce projet répond donc aux exigences imposées par la réglementation en terme de **plus-value agricole** et de **bénéfices collectifs** à étendre au territoire par divers mécanismes :

- transmission et pérennisation d'une exploitation agricole et conversion en agriculture biologique ;
- maintien et développement d'un circuit court grâce à la commercialisation des produits issus de la nouvelle filière créé grâce à son projet agricole auprès de la SAS Ferme du Causse ;
- réduction de la facture énergétique grâce à la réinjection d'une partie de l'énergie produite dans le circuit public (raccordement présent à proximité),
- ouverture au capital du SPV, financement participatif..

La commune souhaite rappeler qu'elle est dans l'obligation de transmettre au référent préfectoral ses ZAEnR (pour chaque type d'EnR) qu'elle aura au préalable délimitées après concertation du publique selon des modalités libres et par la suite approuvées par délibération de son conseil municipal du 16 décembre 2024.

Les impératifs sont double pour la commune de Campagnac :

- ✓ répondre aux attendus nationaux de "décarbonation" tout en veillant à
- ✓ préserver le patrimoine naturel et forestier, les paysages et les terres agricoles de son territoire.

Le présente partie présentera les Zones d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAEnR) que la commune propose de définir et délimiter sur son territoire.

1- LE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE ET THERMIQUE

L'énergie solaire est utilisée essentiellement pour deux usages : la production d'électricité (énergie solaire photovoltaïque ou énergie solaire thermodynamique) ou la production de chaleur (énergie solaire thermique).

L'énergie solaire photovoltaïque transforme le rayonnement solaire en électricité grâce à des cellules photovoltaïques intégrées à des panneaux qui peuvent être installés sur des bâtiments ou posés sur le sol alors que l'énergie solaire thermodynamique produit de l'électricité via une production de chaleur. L'électricité produite peut être utilisée sur place ou réinjectée dans le réseau de distribution électrique. L'énergie solaire thermique produit de la chaleur qui peut être utilisée pour le chauffage domestique ou la production d'eau chaude sanitaire

La production d'énergie photovoltaïque devront être positionnées en priorité sur les zones artificialisées (en mobilisant les espaces aménagés, les parkings, les toitures) et sur les zones déjà dégradées ou figées (décharges, délaissés routiers, espaces actuellement grevés par des servitudes liées aux l'articles L.111-6 et L.111-7 du code de l'urbanisme (dit Amendement Dupont).

En plus, des données transmises par l'Etat, des données peuvent être utilisées pour définir les zones d'accélération.

Pour l'identification des friches industrielles et urbaines potentiellement susceptibles d'accueillir des installations photovoltaïques : l'étude ADEME et CEREMA publiée en 2022 est disponible.

L'étude et la liste des friches sont disponibles en format tableur et SIG sur le site :

https://www.ecologie.gouv.fr/solaire#scroll-nav_%E2%82%87

L'application cartofriche permet également d'accéder aux friches potentielles :

<https://cartofriches.cerema.fr/cartofriches/>

Méthode utilisée par la commune pour l'élaboration de la cartographie

Il a été distingué différents types d'installation PV en priorisant un développement sur le bâti, les terrains dégradés ainsi que sur les délaissés d'infrastructures.

LES INSTALLATIONS SUR TERRAINS URBANISÉS ET ARTIFICIALISÉS (AU SOL OU SUR BÂTI)

Les zones d'accélération du PV ont été définies en combinant les approches suivantes :

- *réglementaire* : en fonction du bâti existant et en identifiant l'intégralité des zones urbanisées ou à urbaniser sur lesquelles les installations sont possibles ;
- *enjeux / contraintes* : en identifiant l'ensemble des enjeux/contraintes (patrimoine naturel, paysager, contraintes techniques, ...) défavorables à l'implantation de projet PV, qui en négatif ; définiraient des zones favorables.

Pour les terrains urbanisés ou artificialisés, la recherche de sites prioritaires à privilégier sont :

- *pour le PV au sol* : en s'intéressant aux terrains dégradés, friches, susceptibles d'accueillir potentiellement des projets PV au sol ;
- *pour les ombrières de parking PV* : en identifiant notamment tous les parkings de plus de 1500 m² (environ 120 places) qui sont ou seront soumis à l'obligation d'équipement : dès le 1er juillet 2023 pour les nouveaux parkings et entre 2026 et 2028 selon leur taille et type d'exploitation pour les parkings existants. La couverture des autres parkings ne répondant pas à ces obligations réglementaires a été également étudiée ;
- *pour les bâtiments* : en identifiant notamment tous les bâtiments non résidentiels de plus de 500 m² d'emprise au sol qui sont ou seront soumis à l'obligation d'équipement d'une partie de leur surface : dès le 1er juillet 2023 pour les nouveaux bâtiments, ou bâtiment existant faisant l'objet d'une extension ou réhabilitation lourde et d'ici 2028 pour les autres bâtiments existants ;
- *pour les délaissés d'infrastructures* : en identifiant les délaissés routiers ferroviaires du territoire susceptibles d'accueillir du photovoltaïque.

LES INSTALLATIONS PV AU SOL SUR D'AUTRES TYPES DE TERRAIN : ANCIENNES CARRIÈRES, LACS OU ÉTANGS

Selon la même logique que pour les terrains urbanisés, les zones d'accélération du PV sur ces secteurs ont été définies en combinant tout ou partie des approches réglementaires, enjeux / contraintes et problématique d'exploitation et d'usages de ces terrains spécifiques.

LES INSTALLATIONS AU SOL SUR TERRAINS AGRICOLES : DEFINITION

La loi 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables encadre précisément l'usage photovoltaïque des espaces agricoles et forestiers afin de concilier les objectifs de souveraineté énergétique et de souveraineté alimentaire.

Les projets agrivoltaïques seront considérés, au titre du code de l'urbanisme, comme nécessaires à l'activité agricole. La définition adoptée à l'article 11 de la loi offre un cadre juridique pour un développement raisonné et durable de l'agrivoltaïsme.

Le décret n°2024-318 du 8 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers (ou installations agri-compatibles) précise désormais les conditions de mise en place de ces projets.

La définition d'agrivoltaïsme est enfin consacrée par l'article 54 : ***"Une installation agrivoltaïque est une « installation de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil et dont les modules sont situés sur une parcelle agricole où ils contribuent durablement à l'installation, au maintien ou au développement d'une production agricole ».***

LES CRITERES FIXES PAR LA LOI POUR QUALIFIER UNE INSTALLATION AGRIVOLTAÏQUE

Est considérée comme agrivoltaïque une installation qui apporte directement à la parcelle agricole au moins l'un des services suivants, en garantissant à un agriculteur actif une production agricole significative et un revenu durable

Selon l'article L. 314-36 du Code Energie, la définition d'une installation agrivoltaïque est complétée par un ensemble de critères. Ainsi, une installation est agrivoltaïque si elle répond aux caractéristiques suivantes :

Critère 1 - Contribue durablement à l'installation, au maintien ou au développement d'une production agricole

Critère 2 - Garantit à un agriculteur actif une production agricole significative et un revenu durable en étant issu

Critère 3 - Apporte au moins un des 4 services directs à la parcelle et pas d'atteinte substantielle à l'un ou limitée à 2 d'entre eux :

- 1° L'amélioration du potentiel et de l'impact agronomiques :
- 2° L'adaptation au changement climatique :
- 3° La protection contre les aléas :
- 4° L'amélioration du bien-être animal.

Critère 4 - Activité agricole principale et réversibilité de l'installation

DES DISPOSITIONS POUR ENCADRER LES PROJETS D'IMPLANTATION DE PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES AU SOL DANS LES ESPACES AGRICOLES ET FORESTIERS

Les projets d'installation agrivoltaïque doivent être soumis à l'avis conforme de la commission départementale de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF) (article L111-30).

Aucun ouvrage photovoltaïque, hors installations agrivoltaïques, ne pourra être implanté en dehors des surfaces identifiées dans un document-cadre arrêté par le préfet de département sur proposition de la chambre départementale d'agriculture.

Ce document-cadre définira notamment les surfaces agricoles et forestières qui pourront être ouvertes à un projet d'installation, ainsi que les conditions d'implantation dans ces surfaces, en veillant à préserver la souveraineté alimentaire. Seuls peuvent être identifiés au sein de ces surfaces des sols réputés « incultes » ou non exploités depuis une durée minimale (qui sera fixée par décret), antérieure à la publication de la loi.

Lorsque le document-cadre sera entré en vigueur, la CDPENAF émettra un avis simple sur les installations implantées dans les surfaces agricoles et forestières ainsi définies. Dans l'attente de ce document-cadre, les projets d'installation seront soumis à l'avis conforme de la CDPENAF.

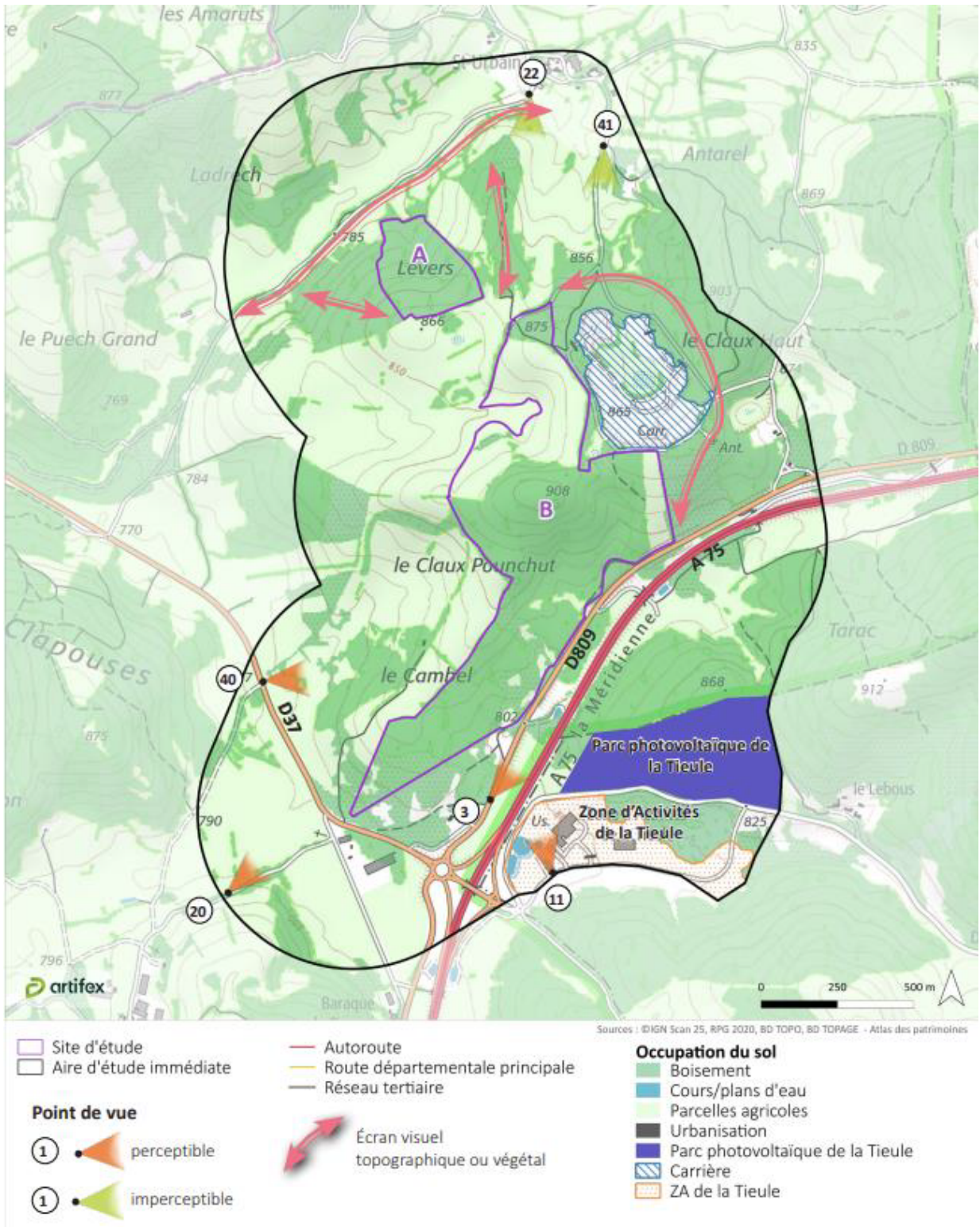
Un décret en Conseil d'État précisera les conditions d'élaboration du document-cadre.

Enfin, dans tous les cas, les installations solaires ne seront pas autorisées dans les zones forestières lorsqu'elles nécessitent un défrichage de plus de 25 hectares. Cette disposition s'applique aux dossiers déposés après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi

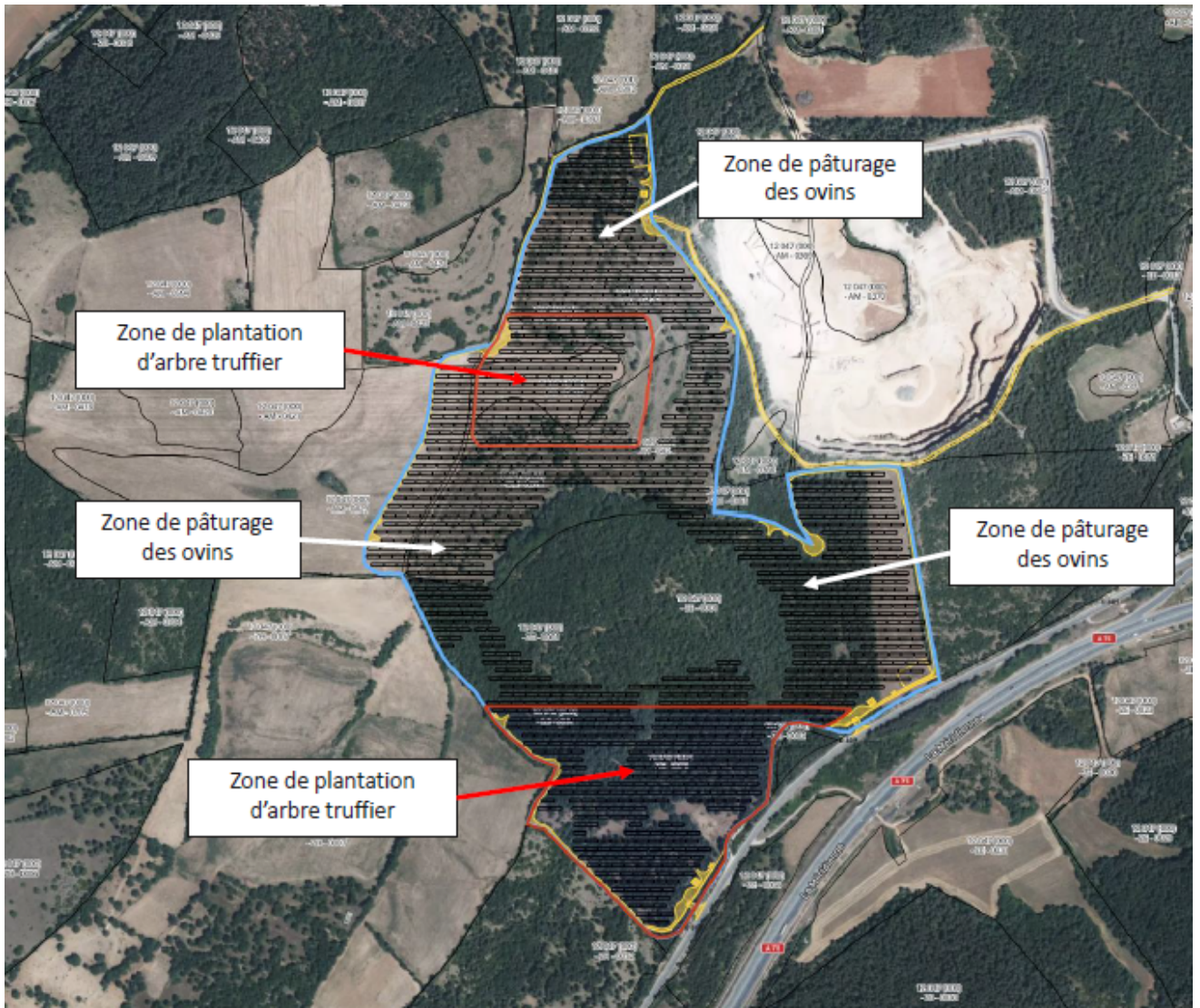
Ce document-cadre définit notamment les surfaces agricoles et forestières ouvertes à un projet d'installation mentionnée au présent article et à l'article L. 111-29 ainsi que les conditions d'implantation dans ces surfaces. Ces surfaces sont définies en veillant à préserver la souveraineté alimentaire ».

Par ailleurs, l'autorité administrative pourra soumettre les installations à la constitution des garanties financières nécessaires au démantèlement et à la remise en état du site, ce qui est important notamment dans le cadre d'une transmission d'exploitation.

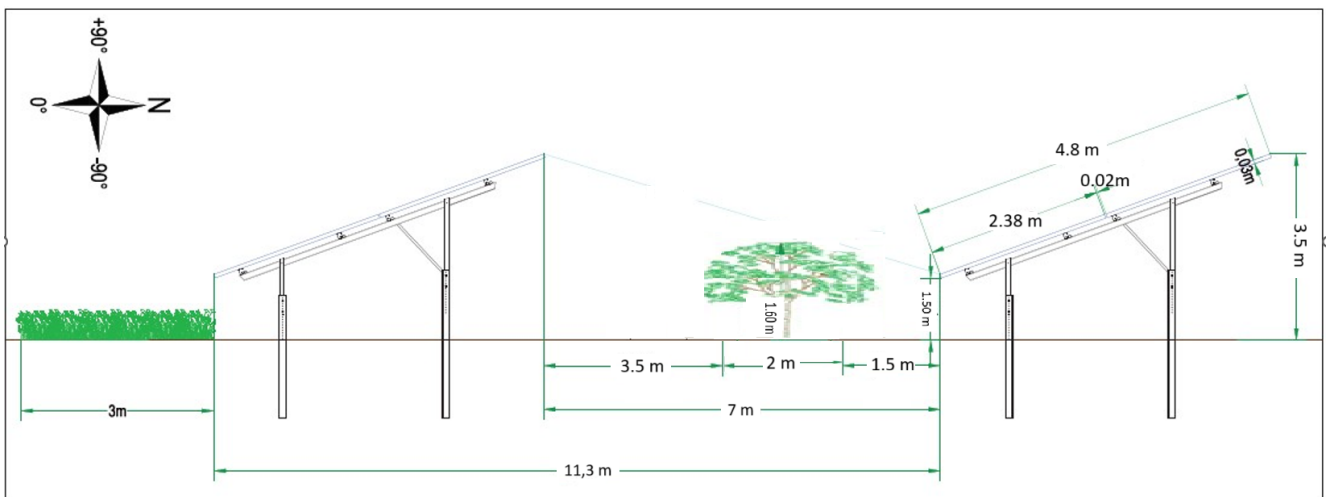
1- LES PRINCIPES DU PROJET



PROJET AGRICOLE



SCHEMA PREVISIONNEL DES STRUCTURES



MODELISATION DU PROJET



Annexes

Annexe 1 : Les chiffres clés de l'énergie et des gaz à effet de serre en Occitanie/Pyénées Méditerranée (Édition 2023)

Annexe 2 : Futur Énergétique 2050 (R.T.E)

Annexe 3 : Cartographie statistique PictOstat - Zone d'étude Campagnac (commune), comparée avec Occitanie

Annexe 4 : Fascicule de l'Aveyron DREAL